

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

Hon. Martin Burrell—*Suite.*

presses—333; offre fut refusée—333; contrat accordé à la Atlantic Hay Co., à un prix \$1.70 de moins que celui demandé sur le marché de Montréal—334; texte de la correspondance sur la qualité du foin—335; toute l'opération a été conduite honnêtement—336; nous n'avons jamais reçu une seule plainte du War-office—336; après l'arrivée du foin en France les autorités s'en sont déclarées satisfaites—336; nous avons fourni au War-office toutes les factures, tous les comptes, toutes les explications qui nous ont été demandés et les intéressés n'ont jamais formulé la moindre plainte—336; cette année l'Atlantic Hay Co. a obtenu le contrat à \$23 la tonne—336; War-office se trouvait à payer \$2 de moins que ce qu'il payait à Montréal, en ajoutant le transport à Saint-Jean—336; avons cru en toute sincérité faire un marché recommandable sous tous les rapports—336; correspondance avec la Atlantic Hay Company—338, 339; nous convenons que si le département constate que notre compagnie retire plus d'un dollar de bénéfice par tonne, l'excédent sera retenu par le département pour le bénéfice du gouvernement impérial—339; nous achetons dans tout le pays, pour les bureaux de la guerre dans une très large mesure, du foin, de l'avoine et de la farine—341; quand viendra le moment après la guerre, d'écrire toute cette histoire, je n'aurai que trop de satisfaction à mettre devant le public tous les détails de l'affaire—341; il est inopportun d'agiter ces questions devant le Parlement à l'heure où la guerre bat son plein et où ces fournitures s'adjugent, à l'heure où dans tout le pays il se fait d'importantes opérations dans ces sortes d'affaires—341; en 1903, gouvernement Laurier refusa une enquête sur les contrats en rapport avec la guerre du Sud-Africain—342; l'ancien gouvernement déclara que, ces choses se rapportant aux bureaux de la guerre et les fonds dépensés ici étant des fonds anglais—342; il n'avait pas à en rendre compte à la Chambre, il ne jugeait pas qu'il fût convenable de donner communication des pièces concernant cette question—343; je dirai ici cependant, qu'une fois la guerre terminée, je n'hésiterais nullement à mettre devant la Chambre tout ce que nous possédons de notes relatives à ces fournitures—343; pour le moment l'intérêt du War-office demande le silence—343.

M. Devlin—Si nous voulons être fidèles à notre constitution, nous devons faire tout ce qui dépend de nous afin de préserver notre qualité de sujets canadiens du roi d'Angleterre—349; voilà quel est le devoir, non seulement des membres du Parlement, mais de tous les citoyens du Canada—349; notre devoir—349; achat de sous-marins—349; Gouvernement a payé trop cher pour des navires démodés—349; mieux aurait fallu se servir d'abord du *Niobé* et du *Rainbow*—350; le meilleur service à rendre au peuple est de surveiller de très près la dépense des de-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

M. Devlin—*Suite.*

niers publics et les fausses manœuvres auxquelles le Gouvernement est exposé à cause de la guerre—350; tout ce qui a été voté pour la guerre doit être employé pour les fins de la guerre ou bien ne pas être employé du tout—351; situation financière du Canada—351; ministre des Finances veut remédier la situation en imposant des taxes—351; emprunt de 45 millions de dollars à New-York—352; pas opposé aux emprunts pour les fins de la guerre—353; certaines dépenses d'administration sont trop élevées—353; édifices publics trop considérables pour la population—353; opinion du *Canadian Financial Post*—354; nécessité de l'économie pour la population canadienne—354; ce qui se passe dans le service civil—355; situation financière dans la province de Québec—355; gouvernement provincial a déboursé \$692,994 pour la guerre en dons au gouvernement anglais, à l'hôpital des paroisses canadiennes à Paris, au comité de secours aux victimes de la guerre en Belgique et au comité de secours national de Paris, et les particuliers ont fait de généreux dons aux différentes caisses de secours—355; gouvernement de Québec est en état de montrer pendant cette année de guerre, un excédent de \$194,416—355; sait régler ses dépenses—355; pour faire régner la prospérité au Canada—345; opinion de sir George Foster—355; essentiel de nous rendre favorable la balance du commerce—355; notre commerce avec les Etats-Unis—356; mission de sir George Foster en Chine—356; en 1912, nous avions contre nous une balance de \$225,000,000; en 1914, cette balance était encore de \$180,000,000 bien que le Gouvernement eût eu trois années pour mettre ses théories en pratique—357; l'agriculture qui est bien l'industrie fondamentale du Canada, les conservateurs l'ont sacrifiée à l'intérêt des manufacturiers—357; statistique de l'exportation des produits agricoles et des articles manufacturés de 1913 à 1915—357; en 1913, l'exportation des produits agricoles excédait de \$143,000,000 celle des articles manufacturés, tandis qu'à la fin de l'année terminée le 30 novembre 1915, cet excédent n'était plus que de \$55,000,000—357; ce sont les cultivateurs qui sont les véritables artisans de la richesse dont le pays s'enorgueillit à si juste titre—357; on doit en retour leur accorder quelque protection—357; perspectives des affaires après la guerre—358; problèmes à étudier—358; augmenter notre population—358; améliorer nos méthodes de culture—358; faire l'élevage du bétail—358; enquête sur les agissements de la défunte commissions des obus—358; l'opinion publique demande cette enquête—358; Parlement doit avoir juridiction sur les dépenses de cette commission—360; gouvernement canadien avait un pouvoir complet sur tous les achats, toutes les commandes faites au Canada—361; communications avaient lieu directement avec le ministre de la Milice et le premier ministre de ce pays—362; les impôts de guerre—362; l'accroissement des impôts ne nous